

## *Réflexions pour l'avenir.*

La période de crise sanitaire exceptionnelle que nous vivons est propice aux questionnements et à la réflexion sur notre modèle de société et notre système économique.

On se contentera ici de quelques réflexions.

1. La relation entre l'activité de l'homme et l'existence de pandémies n'est pas scientifiquement établie par les meilleurs spécialistes. On peut cependant s'interroger sur l'origine animale des épidémies et sur les conditions de la transmission à l'homme. La recherche pourrait s'orienter sur la biodiversité et sur la modification de ses équilibres. Il n'est pas exclu que la raréfaction en cours des espèces (1/3 d'entre elles pourraient disparaître à l'horizon 2070) soit la cause indirecte des transmissions à l'homme, les diverses espèces animales ne jouant plus comme auparavant leur rôle barrière, amenuisant la nocivité des virus à mesure qu'ils passent d'une espèce animale à l'autre.

Si cela est avéré, il nous faut de toute urgence agir sur les causes de la raréfaction de la biodiversité. Et nous le pouvons, à commencer par la mise en cause des pesticides, de la déforestation...et plus généralement du réchauffement climatique.

2. La transformation des épidémies locales en pandémies à caractère mondial a cependant certainement à voir avec la multiplication des échanges internationaux. La propagation des virus en est sûrement grandement facilitée.

Si aujourd'hui le « monde est un village » en raison des progrès technologiques permettant l'augmentation des échanges de marchandises et des hommes, rien ne nous empêche d'agir là contre.

On sait par ailleurs le rôle important joué par les transports aériens et les usines à croisières, dans l'émission de CO<sub>2</sub> et de gaz à effet de serre. Si l'on ne peut supprimer totalement les voyages en

avion des hommes, du moins pourrait-on les raréfier par le moyen des taxes.

3. Quant à la circulation mondiale des marchandises, la crise sanitaire que nous vivons appelle une rectification drastique des dogmes libéraux en vigueur.

On perçoit sans aucune difficulté les graves conséquences d'une division internationale du travail poussée au maximum. La théorie libérale, qui prône le libre échange le plus large de façon à ce que les produits soient fabriqués là où les coûts de production sont les plus faibles, montrent ouvertement ses limites. La pénurie de masques, de tests, de médicaments, de respirateurs ... utiles à la lutte contre la maladie alertent les français (et d'autres) au point de sensibiliser les plus libéraux de nos gouvernants.

Il faut, chacun en convient aujourd'hui, rétablir notre souveraineté nationale (certains disent européenne, mais ça ne me paraît pas suffisant) en matière de médecine, et cela va des médicaments jusqu'aux divers accessoires nécessaires aux soins.

Il nous faut retrouver notre indépendance nationale en matière médicale et pharmaceutique et si cela doit passer par la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, faisons-le !

Le confinement que nous subissons montre aussi tout l'intérêt des circuits courts alimentaires. Mais les échanges internationaux de marchandises alimentaires nous avaient déjà conduits pour de multiples raisons qu'il est inutile de développer ici à la nécessité pour chaque État (et notamment pour les pays peu développés) de l'auto-suffisance alimentaire. C'est le moment de passer aux actes. De réduire drastiquement les échanges alimentaires de par le monde. De Développer les circuits courts et les nouvelles pratiques agricoles. De remettre en cause les traités de libre échange internationaux passés entre l'Europe et le reste du monde, tels que le CETA avec le Canada, qui ne respectent pas les mêmes normes sociales et environnementales que les nôtres.

Plus généralement, ce qui est en cause c'est la fin du libre échange débridé, et ce qui est en perspective c'est le développement de la

démarche de relocalisation d'un certain nombre de productions qui correspondent aux besoins fondamentaux de l'humain : la santé et l'alimentation.

4. La période de crise sanitaire profonde que nous connaissons met en lumière la nécessité du grand retour de l'État.

D'abord un État protecteur de ses populations comme on vient de le dire à propos de la santé et de l'alimentation. Il faut donc enterrer l'autre dogme libéral selon lequel l'État doit se limiter à ses fonctions régaliennes (police intérieure, défense nationale, justice...). Aujourd'hui on voit et on applaudit quotidiennement ces nombreux et indispensables fonctionnaires de la République qui sont les héros des hôpitaux publics, des personnels de police qui font respecter le confinement, des pompiers qui organisent et réalisent les transferts de malades, des fonctionnaires territoriaux qui ramassent et assurent le tri de nos déchets quotidiens.

Vive l'État protecteur, et vive l'État stratège qui demain saura prendre de nouveaux chemins économiques plus respectueux de l'intérêt général que des intérêts privés.

5. Et c'est aussi l'État régulateur qui revient en force. Face à une telle crise, l'économie de marché laissée en proie à elle-même détruirait l'essentiel du tissu productif. Des dizaines de milliers d'entreprises feraient faillite, des millions de travailleurs seraient réduits au chômage (c'est le cas aux États Unis). Comme en 1929, comme en 2008, l'État est seul capable de traverser la crise en amoindrissant ou retardant les dégâts. Comme disait récemment un économiste sur le petit écran : « l'économie de marché, c'est bien quand il fait beau ». Mais, aussitôt la tempête venue, c'est l'État qui est appelé à la rescousse. Cela prend ici la forme de multiples aides aux entreprises, et le chômage partiel financé par l'État. C'est à une forme de décroissance subie que nous avons à faire. Et seul l'État peut payer l'addition. Et la faire payer plus tard aux citoyens. Lesquels ? C'est là que les forces politiques devront

être actives! « Quand il fait beau », ce sont bien les actionnaires qui se remplissent les poches !

6. De vrais moments de bonheur nous interpellent. On redécouvre un ciel bleu, un air respirable, indemne de la pollution générée par la circulation automobile et les diverses industries. On redécouvre le silence qui se substitue aux bruits indésirables. On redécouvre les jeux en famille et des relations intrafamiliales plus attentives à l'autre. Des liens de solidarité intergénérationnels, etc.

Ne soyons pas naïfs. On découvre aussi l'aspect négatif de l'être humain : le développement des sévices faits aux femmes, la maltraitance des enfants, les fausses rumeurs, les escroqueries en tout genre, et même le marché noir des masques !

La décroissance subie (environ 6 points de PIB en moins en 2020) que nous connaissons aujourd'hui n'est pas la société de demain dont nous rêvons. La croissance aveugle et non maîtrisée ne nous satisfait pas non plus. Prenons garde que demain, une fois la pandémie écartée, prenons garde que tout ne recommence pas comme avant. Comme si rien de grave ne s'était passé. « The show must go on »...

Il faut ouvrir le débat de fond sur notre modèle de développement, sur une forme de développement voulue et maîtrisée au cœur de laquelle il y aura l'humain d'abord, la solidarité, les biens communs, la satisfaction des besoins fondamentaux...

Une nouvelle société à inventer.

Daniel Lubraneski  
Le 4 avril 2020.